

André J. Bélanger, *Framework for a Political Sociology*,
Toronto, University of Toronto Press, 1985, 243 p.

Micheline de Sève

Number 10, Fall 1986

Opinions et votes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040540ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040540ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

de Sève, M. (1986). Review of [André J. Bélanger, *Framework for a Political Sociology*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 243 p.] *Politique*, (10), 133–137. <https://doi.org/10.7202/040540ar>

André J. Bélanger, *Framework for a Political Sociology*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 243 p.

André J. Bélanger fonde dans cet ouvrage théorique une approche structurée de la dynamique des relations de contrôle, aussi centrales dans le champ de la sociologie politique à son avis, que les rapports d'échange en économie. Il articule son cadre d'analyse autour des concepts de contrôle, avec ses composantes d'intérêts et de ressources; de conditionnement, à travers les procès de socialisation et de mobilisation; et de régulation, ce dernier résultat de la combinaison des deux premiers dans l'institutionnalisation des règles de comportement. Dans chaque cas, il s'intéresse

à la structure qui marque la récurrence d'ensembles déterminés de relations sociales significatives d'un point de vue sociologique. Mais contrairement à d'autres tentatives de cet ordre, celles d'un David Easton ou d'un Karl Deutsch par exemple, il ne prétend nullement fermer son cadre en système. Son modèle reste souple et ouvert; il vise à réduire la complexité des phénomènes observés à un ensemble ordonné de relations politiques déterminantes sans pour autant vouloir globaliser la portée de sa vision scientifique propre. Ce qu'il nous offre, c'est une armature pour regrouper les phénomènes sociaux les plus divers, nommer leurs relations dans le cadre d'une problématique qui se veut clairement circonscrite par son champ conceptuel, fût-il limité, plutôt que par quelque vision totalisante que ce soit.

La fonction heuristique du modèle s'appuie sur l'expertise pédagogique de l'auteur dont on sent la maestria rodée par des années d'enseignement de cours ou de séminaires de théorie politique. Il joue de son immense culture scientifique pour illustrer ses démonstrations de références soigneusement choisies et construire des analyses très fines. Il excelle entre autres à dégager, à partir des quelques concepts cardinaux qu'il retient, les liens entre des séries de faits sociaux d'abord saisis comme indépendants les uns des autres. Quelques morceaux de sa présentation sont absolument remarquables: mentionnons ses remarques sur la perception de la rareté des ressources et l'émergence d'intérêts sociaux précis (pp. 27-28); sa conception de la régulation comme d'un processus essentiellement conflictuel (pp. 125 et ss) et sa façon de reprendre les thèses d'Antonio Gramsci sur le rôle de médiation des intellectuels non sans souligner l'étroitesse du concept de classe dès lors qu'il s'agit de cerner leur identité et les intérêts qui les guident (pp. 154-162). Ce sont là autant de passages stimulants grâce auxquels les utilisateurs-trices de ce véritable manuel de sociologie politique sont invités-es à se familiariser avec la littérature de la discipline et les débats qui entourent des notions centrales de théorie politique.

L'auteur avance cependant un postulat fondamental auquel nous ne saurions souscrire. D'entrée de jeu, il entend exclure toute considération éthique du champ de son entreprise. Il se veut étranger au «soul-stuff» (p. 10), indifférent au caractère démocratique, dictatorial ou totalitaire de comportements qu'il veut analyser froidement comme données en s'interdisant tout jugement de valeur sur ce qui devrait être par rapport à ce qui est: «To sum up, all humanist considerations, whatever their pretensions or origins, are being set aside, not because they are judged to be unreal or even unscientific-although in some instances such may be the case — but because, by and large, the present framework plans to extract all that can be drawn out by examining social determinants — not more, but no less either» (p. 13).

L'auteur affirme ainsi que les collectivités contrairement aux individus — ne se proposent pas de finalités et qu'il relève d'un «abus de langage» de leur attribuer quelque préoccupation éthique que ce soit. La culture et les buts seraient de purs construits analytiques de l'observateur et en aucun cas des faits sociaux tangibles (p. 90). Il existe pourtant bien des constitutions, des déclarations de droits ou de principes qui fondent l'existence des personnes morales que sont les groupes sociaux organisés. Ces textes d'orientation n'ont-ils rien de déterminant? Ne sauraient-ils guider une investigation scientifique de l'écart entre ce qui est et ce qui devrait-être? Pourquoi attribuer le caractère de déterminants sociaux aux seules composantes matérielles des relations de contrôle et refuser ce caractère aux principes de conduite qui justifient explicitement le rassemblement des personnes autour d'objectifs d'action déterminés?

À un autre niveau, pourquoi poser que la capacité d'abstraction d'unités sociales de référence soit uniquement le fait de l'observateur plutôt que le constat de l'existence sociale réelle de collectivités pensées comme telles par les personnes qui choisissent de s'y rapporter? L'auteur a certes raison de souligner la mobilité des

structures sociales et l'impossibilité de ramener à l'unité l'écheveau des multiples affiliations qui composent la personnalité sociale de chacun-e d'entre nous. Mais pourquoi le construit qui en résulte relèverait-il de la compétence exclusive de l'observateur plutôt que de l'identification des motivations des sujets conscients de l'action sociale?

Évidemment, ces questions n'ont pas de sens dès lors que l'auteur choisit d'exclure de sa démarche toute dimension réflexive et en reconnaît volontiers le caractère partiel. L'application de son cadre au féminisme n'en prend pas moins l'aspect d'un test mesurant ce qui, de l'extérieur, est accessible à l'analyste soit-disant neutre. L'étude est rondement menée. L'auteur brosse un tableau des rapports entre libéralisme et féminisme qui mérite d'être retenu (pp. 189 et ss); il nous offre en outre des pages brillantes sur les transformations de la structure d'organisation du travail à l'ère de la révolution industrielle et sur le rôle des media dans la diffusion des idéaux du mouvement des femmes au vingtième siècle. S'appuyant sur l'omniprésence de la classe moyenne dans la constitution du féminisme, il le caractérise essentiellement comme un mouvement de revendication de droits égaux pour les femmes dans tous les champs de l'activité publique. Mais est-ce un hasard si les revendications plus radicales des femmes sur le contrôle de leur corps et la définition d'un espace politique entre elles sont à peine mentionnées? Le féminisme est saisi à la marge, sur le terrain de la production plutôt qu'analysé sur le terrain de la reproduction où la sociologie est loin d'avoir proposé des réponses satisfaisantes aux problèmes spécifiques rencontrés. Est-ce parce que des femmes appartiennent à la classe moyenne qu'elles sont plus susceptibles de devenir féministes ou ne serait-ce pas parce que le poids de la condition domestique y devient plus apparent? Ce serait l'effet non d'une identité de classe mais de la simplification des paramètres offerts à la considération du sujet: soit que la condition ouvrière ou paysanne n'occulte

plus la «condition féminine»; soit que, plus fortunées et plus instruites, les femmes y soient directement confrontées à l'explication devenue visible du maintien de leur statut social inférieur au sein de cette fameuse «classe moyenne».

André J. Bélanger a eu le mérite de produire un modèle théorique qui, parce qu'il se défend d'être exhaustif, échappe largement à nos critiques. Il reste que sa volonté d'exclure toute considération éthique de son analyse en limite considérablement la portée. Son traditionalisme sur ce plan le situe aux antipodes des praticiens-nes de la recherche-action ou de l'intervention sociologique d'analystes tel Alain Touraine. Cependant, son souci de rigueur et une honnêteté intellectuelle jamais démentis permettront à des tenants-es d'autres écoles scientifiques d'utiliser son œuvre à leurs propres fins. Avec cependant le regret qu'il n'ait pas abordé une dimension qui, pour être subjective, n'en est pas moins déterminante de tout comportement politique réfléchi. Et avec l'espoir qu'une traduction de son livre dans sa langue maternelle renoue avec l'aisance d'écriture à laquelle il nous avait habitués-es dans ses écrits antérieurs et qui se transforme par moments, en anglais, en une élégance un peu sèche.

Micheline de Sève
Université du Québec à Montréal